



1er Mai 2017 : Journée de lutte et de mobilisation pour le progrès social, la solidarité, la paix entre les peuples.

Depuis plusieurs mois, il est martelé à qui veut l'entendre que le contexte économique et social ne laisserait entrevoir aucune perspective réjouissante. Seuls les lendemains sombres et douloureux seraient la solution inéluctable pour permettre à la France de retrouver sa place parmi les grandes puissances européennes et mondiales. Au contraire, pour la CGT, force de proposition, les solutions résident dans les valeurs de progrès social, de solidarité et de paix entre les peuples. Quotidiennement, elle apporte son soutien et participe aux nombreuses luttes des travailleurs, des retraités, des privés d'emploi, de la jeunesse qui refusent comme unique réponse l'austérité permanente et le partage de la misère. Ces luttes sont plus que légitimes au regard des 56 milliards d'euros de dividendes versés et de rachats d'actions en 2016. Cette situation est notamment permise par un non-contrôle par les pouvoirs publics de l'utilisation des dispositifs CICE et CIR, initialement définis pour inciter à la création d'emplois et au développement de la recherche et développement. C'est en toute lucidité que la CGT affirme qu'il est possible et nécessaire de sortir de cette logique de mise en concurrence exacerbée entre les territoires et les populations. L'opposition systématique entre les pauvres et les moins pauvres, entre salariés et travailleurs indépendants, entre les immigrés et la population française est un leurre qui détourne du vrai débat qui est celui du dé financiarisation de l'économie et de l'entreprise et d'un autre partage des richesses. Contre le dumping social et environnemental, la CGT propose un nouveau statut du travail salarié qui permet de rattacher à la personne des droits et garanties (protection sociale, droits à la formation professionnelle, reconnaissance des qualifications...) transférables et opposables à chaque employeur. Cela répond pleinement aux inquiétudes légitimes des travailleurs impactés par la révolution numérique par exemple, alors que le patronat aspire à profiter de cette période pour remettre en cause le fondement même de notre modèle social, tant critiqué au niveau national mais si envié au plan international. Sortir de la logique de mise en concurrence entre les territoires et la population conduit tout naturellement la CGT à revendiquer l'abrogation de la loi «Travail» et à accompagner les salariés qui refusent son application dans leurs entreprises.

Faire du 1er mai une journée de lutte et de mobilisation pour le progrès social, la solidarité et la paix entre les peuples.

HENNEBONT	→	10 H 30 PLACE DE LA MAIRIE.
VANNES	→	10 H 30 LA RABINE.
BELLE ILE	→	10 H 30 PALAIS LE PORT.
PLOERMEL	→	10 H 30 UNION LOCALE RUE DE LA GARE
PONTIVY	→	10 H 30 LA PLAINE.

